

Distr.
LIMITEE

TD/B/39(2)/L.1/Add.1
24 mars 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Trente-neuvième session
Deuxième partie
Genève, 15 mars 1993

Point 13 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
SUR LA DEUXIEME PARTIE DE SA TRENTE-NEUVIEME SESSION

tenue au Palais des Nations, à Genève,

du 15 au 26 mars 1993

Rapporteur : M. Banmali Prasad Lacoul (Népal)

Additif

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
I. MISE EN OEUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE A SA HUITIEME SESSION : POLITIQUES RELATIVES A LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES, S'AGISSANT EN PARTICULIER DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE POUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT (point 2 de l'ordre du jour)	1 - 16

Chapitre I

MISE EN OEUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE
A SA HUITIEME SESSION : POLITIQUES RELATIVES A LA MISE EN VALEUR
DES RESSOURCES HUMAINES, S'AGISSANT EN PARTICULIER DES ACTIVITES
DE COOPERATION TECHNIQUE POUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

(Point 2 de l'ordre du jour)

1. Pour l'examen de ce point, le Conseil était saisi d'un rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "La mise en valeur des ressources humaines pour le commerce" (TD/B/39(2)/14 et Corr.1).
2. Dans son allocution liminaire, l'Adjoint du Secrétaire général de la CNUCED a rappelé qu'à la huitième session de la Conférence, les Etats membres avaient souligné combien il était important de mettre en valeur les ressources humaines pour accroître la participation des pays en développement et des pays en transition à l'économie mondiale. La qualité des ressources humaines contribuait de façon déterminante à la compétitivité dans un environnement international en pleine évolution, et il y avait un lien étroit entre leur mise en valeur, les transformations économiques et techniques et l'avantage compétitif des nations. Il importait de suivre une politique efficace dans ce domaine, mais la plupart des pays en développement avaient du mal à trouver les moyens nécessaires. La coopération internationale pouvait aider à renforcer le capital humain de ces pays. Les stratégies de coopération internationale pour la formation au commerce devaient viser à renforcer les capacités et encourager la collaboration entre les gouvernements, les établissements de formation et les milieux commerciaux. Le secrétariat attachait une importance particulière à la mise en valeur des ressources humaines dans le cadre de la coopération technique, et privilégiait trois grandes méthodes de formation : i) organisation de séminaires et de tables rondes sur des questions d'actualité; ii) formation concernant des programmes particuliers de la CNUCED (SGP, efficacité commerciale, gestion de la dette, transport multimodal, etc.); et iii) formation au titre de grands programmes bien structurés dans le domaine des transports maritimes (TRAINMAR) et du commerce international (TRAINFORTRADE, en coopération avec le CCI).

3. Le représentant de l'Autriche a déclaré que, de l'avis général, les ressources humaines constituaient la forme de capital la plus importante et que la fonction pouvait beaucoup contribuer à la croissance économique, pour autant que soient réunies certaines conditions - comme la démocratie ainsi que le respect des droits de l'homme et du droit tout court - et que l'on veille à donner les mêmes chances aux femmes qu'aux hommes. La CNUCED jouait un rôle très utile dans le domaine de la formation au commerce et aux activités connexes et l'Autriche, qui avait contribué activement aux séminaires sur le système généralisé de préférences, approuvait la priorité donnée au renforcement des moyens locaux de formation dans les pays en développement. Il fallait continuer à transférer des connaissances spécialisées aux établissements locaux et l'enseignement devrait toujours être adapté aux conditions de vie et de travail des intéressés.

4. Le représentant de l'Argentine constatait qu'en presque 30 ans d'existence, la CNUCED avait beaucoup contribué à faire comprendre l'importance de facteurs essentiels pour la compétitivité et la réussite économique, en particulier depuis la transformation de la scène économique internationale et l'abandon de certains modèles. Son pays appuyait pleinement les activités de coopération technique de la CNUCED et du CCI (dont il fallait absolument nommer le Directeur exécutif) et était favorable à la création de réseaux d'information permettant d'être averti rapidement de l'évolution de pratiques et règles commerciales risquant de susciter des différends dans l'économie internationale.

5. Le représentant du Danemark, parlant au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres, a félicité le secrétariat du document clair et concis établi sur ce point, qui avait été distribué en temps voulu. La mise en valeur des ressources humaines, aussi bien dans l'administration publique que dans le secteur privé, constituait un aspect essentiel du développement et les investissements dans ce domaine étaient extrêmement profitables. A cet égard, la démocratie, le respect des droits de l'homme et la responsabilité des gouvernements étaient très importants. Il était indispensable de valoriser ces ressources pour pouvoir s'adapter à l'évolution technique, à la concurrence internationale et à la tendance à la privatisation, ainsi que pour parvenir à un développement durable. La question comportait cependant de nombreux aspects, et la CNUCED ne saurait les aborder tous. Elle devait continuer à "cibler" son action, en évitant les chevauchements avec les activités d'autres

page 4

organisations internationales et en veillant à ne pas outrepasser son mandat général. Il demeurerait prioritaire d'étayer les efforts de formation des pays en développement. D'une façon générale, la CNUCED faisait un travail de formation utile, en particulier pour ce qui était du SGP, du transport multimodal, du programme SYDONIA, de l'efficacité commerciale et des programmes TRAINMAR et TRAINFORTRADE. Ces deux derniers programmes étaient particulièrement efficaces, vu leurs effets multiplicateurs et les économies d'échelle. La CNUCED devrait les développer encore, en tenant compte de certaines recommandations. Elle pourrait, par exemple, mettre davantage l'accent sur la mise en valeur des ressources humaines dans le secteur privé, bien que la formation de fonctionnaires fût également importante pour la promotion des échanges. Elle devrait aussi jouer un rôle catalyseur dans la coopération entre le secteur privé, les établissements de formation et les pouvoirs publics. Il serait bon également d'encourager la participation des femmes aux programmes de formation de l'Organisation, et de fournir au Conseil des renseignements sur les crédits budgétaires alloués à la mise en valeur des ressources humaines, et en particulier aux programmes TRAINFORTRADE et TRAINMAR. Enfin, le représentant a décrit les activités de formation déployées par la Communauté, en particulier par l'intermédiaire du Centre pour le développement industriel qui avait exécuté quelque 300 projets d'assistance technique dans les pays ACP en 1991.

6. Le porte-parole du Groupe asiatique (Sri Lanka) a dit que les pays en développement se heurtaient à deux grands types d'obstacles dans le domaine du commerce international : des obstacles traditionnels entravant l'accès aux marchés, qui ne seraient sans doute pas surmontés dans les années 90, et le manque de compétences et de ressources. A cela s'ajoutaient plusieurs difficultés nouvelles liées à l'évolution récente de l'économie mondiale, au progrès technique, au commerce des services, aux réformes de la politique commerciale et aux préoccupations écologiques - autant de facteurs qui semblaient rejeter ces pays à la périphérie du système commercial international. Il était donc nécessaire de renforcer la coopération internationale et bilatérale pour la mise en valeur des ressources humaines, ainsi que de coordonner l'action internationale et les politiques nationales dans ce domaine, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités locales.

7. Le représentant du Japon a dit que la mise en valeur des ressources humaines contribuait de façon décisive à l'essor des exportations et au développement économique, et a rappelé que son pays fournissait depuis des années une assistance aux pays en développement dans des domaines liés au commerce. Il félicitait la CNUCED de ses efforts pour promouvoir la valorisation de ces ressources humaines en utilisant des techniques de pointe, et l'encourageait à continuer de coordonner ces activités avec celles d'autres organisations internationales. Le représentant était lui aussi pour le renforcement des moyens locaux de formation dans les pays en développement, et considérait la formation pédagogique et la coopération entre les établissements d'enseignement comme des piliers de l'action de l'organisation dans le domaine considéré.

8. Après avoir souligné que la mise en valeur des ressources humaines était indispensable pour parvenir à la compétitivité dans le commerce international, le représentant du Bangladesh a déclaré que les pays en développement devaient renforcer leur capital humain pour pouvoir suivre une politique commerciale idoine, dans un contexte de transformation structurelle. On risquait toutefois de mettre au point des programmes de formation qui ne soient pas vraiment adaptés à l'évolution de la situation, en particulier parce qu'ils n'étaient pas assez concrets. Le succès de ces programmes dépendait en grande partie de l'ordre de priorité qui leur était assigné dans la politique nationale. Il importait de mener dans ce domaine une action régionale concertée, et toute assistance internationale serait la bienvenue. Le Bangladesh, pour sa part, suivait une politique de formation multisectorielle. Des liens seraient établis entre l'industrie, le secteur privé et les ONG.

9. Comptant que la CNUCED continuerait d'oeuvrer concrètement à la mise en valeur des ressources humaines dans des pays en développement, le représentant a formulé les recommandations suivantes : i) priorité devrait être donnée à la formation à l'échelon national; ii) la politique de formation devrait être coordonnée avec la stratégie générale de développement national; iii) les programmes devraient comprendre une évaluation des effets de la mise en valeur des ressources humaines; iv) toute l'assistance internationale nécessaire devrait être accordée aux pays ayant besoin de programmes de formation; v) la CNUCED devrait faire des études sur l'exportation de main-d'oeuvre; et vi) les problèmes particuliers des pays les moins avancés dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines devraient faire l'objet d'un traitement différencié.

page 6

10. Le représentant du Népal, qui souscrivait aux propos tenus par le porte-parole du Groupe asiatique, a rappelé les problèmes particuliers rencontrés par les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays en développement insulaires dans plusieurs domaines liés au commerce, évoquant notamment le coût élevé du transport en transit, et a déclaré que ces pays accueilleraient favorablement les initiatives de nature à promouvoir la formation en vue de stimuler les échanges.

11. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que la mise en valeur des ressources humaines était avant tout l'affaire des autorités nationales, et a encouragé les pays en développement à poursuivre leurs efforts dans ce domaine pour pouvoir exploiter les possibilités offertes par l'évolution des conditions du commerce international. Les donateurs, quant à eux, devaient continuer à étayer ces efforts pour favoriser la création d'un "corps" de personnes ayant une formation commerciale. Pour sa part, le Gouvernement des Etats-Unis avait déjà contribué au renforcement des compétences commerciales dans les pays en développement, par des programmes tels que l'"Entrepreneurs International Program" et le "Special American Business Internship Training Program". Les activités de la CNUCED et celles des Etats-Unis dans le domaine de la formation au commerce n'étaient pas sans points communs. Pour arriver à établir des réseaux efficaces et rentables, il fallait tirer le meilleur parti des établissements et moyens de formation existants car la création de nouveaux centres dans les pays bénéficiaires coûtait très cher. En outre, l'harmonisation des méthodes de collecte de données permettrait de diffuser efficacement l'information.

12. Le représentant de l'Inde a évoqué les incidences de l'interdépendance mondiale croissante sur le degré de participation de la plupart des pays en développement au commerce international. La formation de capital humain était très importante pour ces pays, mais l'on pouvait s'interroger sur l'efficacité de l'aide internationale qui leur avait été fournie pour le renforcement des capacités nationales. L'Engagement de Cathagène préconisait une coopération entre les milieux commerciaux et les institutions scientifiques des pays développés et des pays en développement, et la CNUCED devait absolument favoriser pareille coopération pour accroître la productivité et l'efficacité du capital humain dans le tiers monde. Il convenait aussi de créer ou de soutenir des instituts de recherche et de formation dans les pays en développement, pour faciliter l'exécution de programmes d'enseignement communs et l'échange de données au profit de ces pays.

13. Le représentant de la République islamique d'Iran, après avoir souligné que le but du développement était d'améliorer la condition humaine, a dit que la formation contribuait à la démocratisation de la société et à une meilleure coordination entre les secteurs économiques. Eu égard au progrès technique et aux réformes structurelles, il fallait prendre des mesures coordonnées associant connaissances théoriques et pratiques. Le renforcement des centres d'information et des bases de données commerciales jouait à cet égard un rôle capital. Les méthodes de formation modernes pouvaient accroître l'efficacité et la compétitivité de ceux qui participaient à l'économie internationale, mais le manque de fonds et les difficultés d'assimilation compromettaient leur utilisation. Il serait donc bon d'étudier pourquoi les pays en développement n'arrivaient pas à adopter de telles méthodes. De l'avis du représentant, l'"exode des cerveaux" était une des conséquences les plus fâcheuses de cet échec. La CNUCED devrait faire une étude sur les formes de coopération internationale qui pourraient être mises en oeuvre dans ce domaine.

14. Le représentant de la Chine constatait que l'on prenait de plus en plus conscience de la nécessité urgente d'améliorer la formation au commerce et aux activités connexes. La pénurie de personnes qualifiées était un des principaux obstacles au développement des échanges en Chine, pays qui s'était tourné vers l'extérieur et qui souhaitait profiter des activités de formation de la CNUCED dans divers domaines, et notamment des programmes TRAINMAR et TRAINFORTRADE. Le représentant a instamment prié la CNUCED de continuer à collaborer étroitement avec d'autres organisations comme le PNUD, le GATT et le CCI, pour tirer le meilleur parti des ressources limitées disponibles pour l'assistance aux pays en développement dans ce domaine. Enfin, il a recommandé que les programmes de mise en valeur des ressources humaines soient élargis et approfondis, compte tenu des besoins particuliers des pays les moins avancés, et que l'on accorde une attention particulière à la formation dans le domaine financier et technique.

15. La représentante de l'Ethiopie, qui partageait l'avis des orateurs précédents quant à l'importance de la formation au commerce, a souligné la nécessité de prendre des mesures en faveur des femmes qui jouaient un rôle essentiel dans le développement. Elle a ensuite décrit les principales dispositions adoptées par son pays au cours des deux dernières années pour créer des conditions favorables à la mise en valeur des ressources humaines et au progrès économique.

page 8

16. Le représentant de la Pologne a dit que les pays en développement et les pays en transition ne pouvaient pas encore tirer pleinement parti des nouvelles possibilités commerciales découlant du progrès technique, ni mettre à profit les liens importants entre le commerce, la technologie, l'investissement et les services. Pour acquérir un avantage compétitif, les pays en développement devaient absolument suivre une politique commerciale appropriée et investir dans le capital humain et la formation de cadres. Parallèlement aux efforts internationaux dans ce domaine, ils devaient améliorer leur politique pour qu'elle réponde mieux aux besoins de la population. La Pologne avait reçu une assistance technique très utile dans ce domaine au fil des ans - fournie notamment par le GATT, le CCI, l'ONUDI, la Banque mondiale et le FMI - sous forme de stages, de programmes de formation et de bourses d'études. La création de réseaux d'information, de bibliothèques et de bases de données commerciales dans les pays en développement était essentielle pour l'information générale sur les activités commerciales. La Pologne prenait une part active aux travaux entrepris par des organisations internationales pour aider ces pays à perfectionner leurs compétences techniques et administratives, ainsi qu'à acquérir les connaissances indispensables à la promotion du commerce et de l'activité économique.
